

# JOURNAL DE LA HAYE.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Pour un an... 26 fl. 30 fl.  
 six mois... 14 » 16 »  
 trois mois... 7 » 8 »

PRIX DES INSERTIONS.

Les premières 5 lignes fl. 1.50 timbre  
 compris et 10 cts. par ligne en sus.

BUREAU DE LA RÉDACTION

à La Haye, Loge Nieuwstraten  
 derrière le Prinsengracht, No 24  
 BUREAU POUR L'ABONNEMENT ET LES  
 ANNONCES,  
 Chez M. Van Weelden, Libraire,  
 Spui, à La Haye.  
 Les lettres et papiers doivent  
 être envoyés à la direction, francs de port.

LA HAYE, 1<sup>er</sup> Juillet.

Affaires de Belgique.

(Correspondance particulière du Journal de La Haye.)

Bruxelles, 30 juin.

La session des chambres touche à sa fin et le ministère paraît plus affermi que jamais au pouvoir. L'opposition après avoir réuni toutes ses forces pour le renverser dès les premiers jours qui ont succédé à sa formation, semble avoir reconnu l'impossibilité de le faire par les moyens constitutionnels. Le dernier espoir qui lui restait était la question de l'enseignement moyen, et voilà que les modifications proposées par M. de Theux au projet de 1834 ont en quelque sorte fermé la bouche à M. Rogier et à ses amis, en prenant les devants sur les amendements mêmes que ceux-ci voulaient présenter. En deux mots, le cabinet a occupé sur cette question le terrain même dont l'opposition voulait s'emparer, les amendements qu'il a présentés sont tels que les libéraux les plus outrés n'ont rien à y redire, et sont obligés de les accepter parce qu'ils ne pourraient faire mieux eux-mêmes. En désespoir de cause une partie de la presse opposante ne pouvant attaquer les faits, s'est jetée dans le système des interprétations, système fort étendu et fort élastique sans doute, mais où le pied risque de glisser souvent et où de faux pas en faux pas on arrive sans s'en douter dans les régions de l'absurde.

Ainsi, de quelle façon la presse dont je parle a-t-elle accueilli les sages et utiles amendements proposés par M. de Theux? elle les a accueillis comme autant de pièges cachant une arrière-pensée plus ou moins machiavélique. Elle a largement appliqué le *Timon Danaos* et le *trahison! perfidie!* des grands opéras et des opéras-comiques.

Le gouvernement, après être resté pendant plusieurs années dans une espèce d'immobilité politique, dans l'immobilité du système mixte, allait se jeter à corps perdu dans la carrière de la réaction; le pays allait gémir une fois encore sous le joug pesant du parti clérical.

Voilà quelles étaient les craintes qu'excitait l'avènement de M. de Theux. L'événement a prouvé qu'elles étaient, sinon sans fondement, au moins grandement exagérées. Soit instinct, soit raison, il a compris que l'on considérait comme le chef du parti catholique, a compris qu'un système de modération, qu'un système sage et libéral était le seul qui pût amener la conciliation dans les esprits, et le seul aussi qui pût assurer l'existence de son administration en lui donnant dans les chambres une majorité respectable; et dans le fait il était difficile d'opposer des arguments plus concluants à un projet de loi qu'on eût présenté soi-même si l'on eût été ministre. Quand on ne peut détruire les faits, on est très-bien venu à chanter. La chanson fut toujours considérée comme le meilleur des arguments pour ceux qui n'en ont pas d'autre.

Pour parler sérieusement je vous dirai que la conduite suivie par les chefs de l'opposition depuis un mois environ, a donné à réfléchir à bien des gens qui ne jureraient que par eux. Comment expliquer la froideur, l'indifférence avec laquelle ils traitent aujourd'hui cette question de l'enseignement moyen dont la solution devait, à les entendre il y a deux mois à peine, passer en première ligne; cette indifférence et cette froideur font qu'on se demande si leur sollicitude, leur empressement à exiger la solution de la question était bien sérieux, et s'il n'avait pas sa source dans l'espoir qu'ils avaient conçu de trouver le ministère en défaut sur ce point et de pouvoir le renverser s'il osait, comme on s'y attendait, afficher des vues trop favorables à l'influence du clergé.

Il est évident que l'opposition a mal choisi son terrain pour faire la guerre au cabinet, ou plutôt que le cabinet a déjoué habilement les projets de l'opposition. C'est donc affaire à elle de

chercher un autre point d'attaque contre M. de Theux; malheureusement il ne lui reste plus assez de temps pour le faire avant la fin de la session qui n'aura plus que quelques jours de durée. C'est partie remise, et elle aura tout le loisir de préparer un nouveau plan de campagne d'ici au 10 novembre, jour où doit s'ouvrir la session de 1846-47.

Les trois mois de session que nous venons de traverser n'ont donc fait que rendre meilleure la position du cabinet. Son arrivée au pouvoir avait fait naître de fâcheuses préventions; on croyait voir pénétrer avec M. de Theux dans les conseils de la couronne ce qu'on appelle ici les prétentions cléricales; on les voyait déjà s'intallant et prenant leurs franchises condées. M. de Theux était la personnification la plus nette et la plus tranchée du parti catholique, le pouvoir allait donc tomber tout entier entre les mains de ce parti. Cette vérité a dû lui paraître plus évidente encore, lorsqu'il a vu toutes les nuances du parti libéral se rallier en un seul corps d'opposition et attaquer en lui le drapeau d'un parti jugé hostile aux idées du libéralisme même le plus modéré.

Quelles qu'aient pu être les vues qu'il apportait en montant au pouvoir, le chef du cabinet a compris, dès ce jour, qu'il lui fallait modifier celles qui n'étaient pas conformes au système suivi dans deux pays voisins par deux des hommes d'État les plus éminents que notre siècle ait produits; je parle de la partie de ce système qui se rattache à la question la plus irritante de la politique intérieure, la question religieuse; car c'est là surtout que git en Belgique la difficulté principale de la politique.

Lorsque le cabinet du 31 mars a paru en présence des chambres, on a voulu lui faire un procès de tendance; l'opposition lui a dit: nous nous défions de vous, parce que vous vous appelez, vous, M. de Theux, vous, M. Dechamps, vous, M. Malou, etc. Quand vous vous prétendez libéraux, vous prétendez à rire, voilà tout; est-ce qu'un homme comme M. de Theux peut être libéral? et le ministère s'est contenté de répondre: vous nous verrez à l'œuvre. Eh bien! l'acte le plus important est posé: celui qui tenait en suspens tous les esprits: la loi sur l'enseignement moyen est soumise à la chambre. Cette loi, on a dû le reconnaître, est libérale, sagement libérale, ce peut dire l'opposition? ou en est-elle avec son procès de tendance?

Que signifie après cela ce congrès libéral qui vient confédérer le libéralisme belge. La très-grande majorité de ces confédérés serait fort embarrassée de déclarer en quoi ses vues diffèrent des principes qui ont présidé aux actes du cabinet contre lequel la confédération paraît dirigée; et les autres, la minorité, tout en donnant l'accolade fraternel à leurs co-confédérés, mettraient bien vite à la porte du logis ces mêmes co-confédérés et le parti qu'ils s'imaginent combattre ensemble aujourd'hui dans la personne de M. de Theux et de ses collègues.

Le conseil communal de Tournay, dans sa séance d'hier lundi, a pris une nouvelle décision concernant la convention conclue entre le collège échevinal et l'ordinaire de l'évêché.

A la majorité de 8 voix contre 6, il a été décidé, outre les modifications adoptées déjà à l'article 2:

1<sup>o</sup> Que toute la nomenclature des attributions du principal de l'Athénée, serait supprimée, en se bornant à dire que le principal jouirait de tous les droits et prérogatives de ses prédécesseurs;

2<sup>o</sup> Que le délai de 3 mois, spécifié pour la résiliation de la convention, serait réduit à 1 mois.

3<sup>o</sup> Enfin que le vote sur l'ensemble de la convention modifiée (vote qui a eu lieu également à la majorité de 8 voix contre 6) ne pourrait être considéré comme une convention définitivement ratifiée par le conseil, mais bien comme un vote d'instruction donné au collège échevinal pour les nouvelles négociations à entamer avec l'évêché.

sur un bas fond que couvrait le feu de la batterie des Trois-Couronnes. Maintenant qu'il se sentait protégé par elle, le commandant de la *Zélande* discutait minutieusement les circonstances de la capture, et semblait disposé à prétendre que son pavillon de commandement n'ayant pas été amené, le vaisseau ne pouvait se considérer comme rendu. Nelson fit avancer aussitôt un brick et trois chaloupes; mais avant de tenter la voie des armes, il voulut avoir une conférence avec le capitaine de la *Zélande*. Celui-ci se trouva être une ancienne connaissance de l'amiral, qui l'avait rencontré jadis dans les Indes-Occidentales. Les premières difficultés se trouvant ainsi aplanies entre eux, Nelson fit valoir ses droits avec tant de chaleur, de conviction et de ménagements affectueux, qu'il emporta tout net la question. Les chaloupes s'avancèrent alors, passèrent un câble autour du beaupré de la *Zélande*, et le brick la prit à la remorque. Ce fut pour les Danois une des plus grandes humiliations de leur défaite. Un de leurs officiers, le commodore Steen Bille, courut à la batterie des Trois-Couronnes, et demanda au commandant pourquoi il n'avait pas coulé la *Zélande* plutôt que de la laisser ainsi emmener par l'ennemi.

On imaginerait difficilement un plus sombre tableau que celui de Copenhague durant cette journée du 3. C'était le vendredi saint; mais parmi tant de gens qui auraient eu besoin du culte et de ses consolantes cérémonies, personne ne songeait à y avoir recours. Dans la ville, comme à bord de la flotte anglaise, on vérifiait les pertes de la veille, qui, à vrai dire, étaient considérables. Les Anglais avaient eu neuf cent cinquante-trois hommes tués ou blessés; la perte des Danois, y compris les prisonniers, n'allait pas à moins de six mille hommes.

Les négociations se suivaient pourtant, et il fut convenu que Nelson aurait le lendemain, 4, une entrevue avec le prince royal. Ce jour-là, effectivement, il descendit à terre, accompagné seulement de deux officiers, les capitaines Hardy et Fremantle. Une nombreuse escorte, envoyée pour les recevoir, les conduisit jusqu'au palais. Cette précaution n'était pas inutile, car il leur fallut traverser une foule immense, chez laquelle le respect dû à l'ennemi victorieux n'éteignait sans doute pas tous les ressentiments du vaincu.

Dès cette première entrevue, les préliminaires de la négociation furent posés d'une manière satisfaisante, et Nelson accepta l'invitation qui lui fut faite de dîner à la table du prince royal. Pendant le repas, il ne se fit faute

Le duc de Nassau a dîné avant-hier chez Leurs Majestés, à *Buitenrust*. S. A. R. après avoir examiné quelques curiosités de la ville, a accompagné le Roi à Flessingue pour assister au départ de l'escadre.

La chambre de commerce de Liège vient de faire paraître à la suite de l'exposé administratif de la députation permanente, un compte-rendu sur la situation industrielle de son ressort. La chambre signale comme cause de ralentissement pour plusieurs branches de l'industrie de cette province, la suspension de ses rapports avec la Hollande.

Une correspondance de St-Petersbourg, en date du 19 juin, mande que les réductions de tarif, dont il a été souvent question dans ces derniers temps, ont été publiées le 19 juin et qu'elles entreront immédiatement en vigueur. Il faut espérer, ajoute la correspondance, que cette brèche faite au système prohibitif amènera plusieurs autres réformes commerciales, et que la Russie s'affranchira peu à peu des entraves qu'elle a apportées jusqu'ici au commerce et à l'industrie du pays, et qui rendent impossible tout développement durable de la prospérité nationale.

Nous donnons ci-après ces réductions des droits d'entrée sur les denrées coloniales:

	par pud (1)	Anciens droits. R. 6. K. 15.	Droits actuels. R. 3. K. 70.
CAPÉ	18.	—	9.
NOIX MUSCADE	20.	—	10.
MACIS	13.	50.	6.
COCHENILLE	13.	50.	6.

INDIGO. Les droits sur l'indigo varient suivant la qualité de 5 K. 80 K. à 6 R. 80 K. et de 1 R. 50 K. à 3 R. 50 K. et 5 R.

Par une décision officiellement publiée le 1<sup>er</sup> (13) avril dernier, le gouvernement impérial russe a autorisé la réexportation, en franchise, des quantités de thé et de café apportées, comme provisions, par les navires étrangers, lors même que ces denrées s'élèvent, par personne, à plus de 1/2 livre (0 kil. 815) pour le thé, et 10 livres (4 kil. 710) pour le café. Pour jouir de cette faveur, les provisions doivent être déposées à la douane, où elles sont inscrites et où elles sont soumises aux capitaines sur quittances.

Les bruits sur l'imminence de la démission de M. de Theux ont été tant et tant répétés, qu'on se serait cru en droit de se réaliser, qu'on s'expose aujourd'hui à un sort de similitude certain, dit la *Gazette de Cologne* du 27 juin, d'après une correspondance qui lui est adressée de Berlin, c'est qu'à l'heure qu'il est, les délibérations sur le projet sont terminées. Voici ce que contient cette correspondance:

« La question de savoir si un développement ultérieur de la constitution politique de la monarchie est nécessaire, et si le temps en est venu, a été résolue affirmativement par tous les ministres d'état, sans en excepter le maréchal de la cour, M. de Rochow. Les différences portaient donc sur la forme à donner à ce développement, et voici ce qui a été résolu en délibération par la majorité des voix:

« Les huit assemblées des Etats-Provinceaux doivent former une assemblée des Etats-Généraux du royaume qui se réunira tous les trois ans. Les Etats-Provinceaux n'en continueront pas moins d'exister; les commissions de ces Etats-Provinceaux et les états de cercles conserveront également leur existence actuelle avec les attributions et les droits propres à chacun.

« Les Etats-Généraux seront appelés:

« 1<sup>o</sup> A examiner les recettes et les dépenses, et à exercer leur contrôle sur le budget;

« 2<sup>o</sup> A accorder les impôts, ce qui implique la faculté de les refuser. Dans deux cas cependant, ce droit sera restreint, savoir: pendant la guerre, et dans tous les cas où le roi serait tenu, par des traités spéciaux, à remplir certains engagements. Ces deux points exceptionnels n'ont pas encore reçu leur dernière

(1) Le pud est calculé à 16,35 livres des Pays-Bas.

de louer les Danois sur leur courageuse résistance. Il voulut même serrer la main de ce jeune Villeda, dont nous avons raconté plus haut la périlleuse manœuvre.

« Votre Altesse, dit-il au prince, devrait en faire un amiral. — Vraiment, mylord, répliqua celui-ci; si je faisais amiral tous ceux de mes officiers qui se distinguent par leur bravoure, je n'aurais pas un capitaine, pas un lieutenant à mon service. »

Pendant les jours qui suivirent, et tandis que les négociations se continuaient, la capitale du Danemark accordait aux victimes du 2 avril, une solennité sans exemple, les honneurs de la sépulture. On éleva un monument public sur la place où, dans le premier moment, les cadavres avaient été amoncelés. Au milieu de la cathédrale, et autour d'un catafalque surmonté des couleurs nationales, des jeunes filles, vêtues de blanc, recevaient les offrandes volontaires par lesquelles on venait au secours des veuves, des orphelins, que la terrible journée avait laissés sans maris et sans pères. L'éloquence de la chaire, les chants patriotiques, les cartages élatants, stimulaient la munificence du peuple. On distribuait des médailles d'or et d'argent aux braves qui survivaient: les peintres, les poètes, rivalisaient d'ardeur pour immortaliser un souvenir qu'on se jugeait pas indifférent à la gloire nationale. Les Danois célébraient leur défaite presque à l'égal d'une victoire, et un de leurs écrivains voulut, — singulier caprice, — revendiquer pour le Danemark la gloire conquise par Nelson lui-même, « dont le nom, prétendit-il, attestait l'origine danoise. »

De toutes les prises faites par les Anglais (six vaisseaux de ligne et huit prames ou bateaux plats), sir Hyde Parker ne voulut conserver que le *Holstein*, vaisseau de 64. La *Zélande* même fut brûlée avec tout le reste, et cela, dans des eaux si basses, que les Danois, plus tard, purent aisément retirer de la mer les canons de ces différents navires. Nelson se plaignit hautement à l'amirauté qu'on eût si peu songé, dans cette circonstance, aux intérêts pécuniaires de ses compagnons d'armes, pour lesquels il réclamait une indemnité. Ces griefs bruyants, cette défense assidue des parts de prise, étaient chez lui — nous le croyons du moins — des actes de politique autant que de sympathie généreuse.

Le 9 avril, il débarqua de nouveau pour régler les conditions de l'armistice. L'amiral Parker avait d'abord voulu que les Danois sortissent de la Confédération des Neutres, qu'ils ouvrirent leurs ports aux Anglais, et y

FUUILLETON DU JOURNAL DE LA HAYE. 2 JUILLET 1846.

## LA VIE DE NELSON,

D'APRÈS SES DÉPÊCHES ET SA CORRESPONDANCE.

III.

1798 — 1801

Nelson, d'ailleurs, quoique victorieux, avait un grave sujet de réflexions. La discipline venait d'être ouvertement violée par son refus d'obéir aux ordres de l'amiral, et si ce dernier, humilié par la victoire de son inférieur, voulait le punir d'avoir eu raison contre l'autorité, il n'avait qu'à provoquer, selon son droit, les rigueurs de la loi militaire. « Je me suis battu malgré les ordres contraires, dit Nelson au moment de quitter l'*Éléphant*, et peut-être bien serai-je pendu; mais n'importe!... c'est leur affaire. » A coup sûr, ceci n'était qu'une plaisanterie; néanmoins elle déguisait une appréhension sérieuse, et une sorte de repentir importun. Sir Hyde-Parker ne justifia aucune de ces prévisions sinistres, et rendit pleine justice à l'héroïque désobéissance de Nelson. Une suspension d'armes fut convenue pour vingt-quatre heures, et pendant la nuit du 2 au 3 avril, tandis que les Anglais assuraient leurs prises, les Danois ramenaient à terre leurs nombreux blessés, qu'une imprévoyance inexcusable avait privés jusqu'alors des secours de la médecine.

Cependant les chaloupes appartenant à la division de sir Hyde aidaient à remettre à flot les bâtiments engravés. Nelson, qui avait passé la nuit sur son vaisseau, le *Saint-George*, vint de bonne heure dans une petite chaloupe qu'il appelait son *gig* (1), s'assurer que l'*Éléphant* était hors d'embaras. Le trouvant en effet délivré, il prodigua des éloges à l'équipage, prit à la hâte un léger repas, et alla inspecter les prises dont on n'avait pas encore pris possession. Parmi elles se trouvait la *Zélande*, vaisseau de 74, qui avait amené le drapeau, et depuis lors, allant à la dérive, s'était échoué

Voir le Journal de La Haye, n° d'hier,

(1) Espèce de cabriolet.

Les insurrections de telles restrictions.

Le consentement des Etats-Généraux sera requis pour les emprunts que l'Etat...

On dit que le général Narvaez a l'intention de faire imprimer à Madrid un écrit intitulé : Histoire, avec preuves à l'appui, de l'influence de Dona Marie Christine de Bourbon sur le gouvernement de la reine Isabelle II.

Le gouvernement prussien paraît avoir renoncé au projet de constitution ecclésiastique qu'il espérait faire mettre en avant par le synode général.

La convention pour la concession d'un chemin de fer vient d'être signée entre le gouvernement grand-ducal et M. de Cloosmann, président de la grande Société du Luxembourg.

Le Courrier du grand-duché de Luxembourg fait à ce sujet la déclaration suivante :

Le gouvernement grand-ducal paraît avoir pris avec le gouvernement prussien un engagement moral de ne rien faire dans la concession du chemin de fer qui pût être hostile à la Prusse.

M. de Cloosmann s'étant engagé à prolonger la ligne de Luxembourg jusqu'à Trèves, tous les intérêts se trouvaient satisfaits et la convention a été conclue.

Les principales clauses du contrat sont celles-ci :

La concession est faite pour 90 ans à partir de la mise en exploitation du chemin, qui sera livré à la circulation au plus tard dans 5 ans.

Dans un an les travaux doivent être commencés ; dans trois ans, à moitié faits.

Le tarif est le même qu'en Belgique.

Le chemin viendra d'Arlon sur Luxembourg.

La société aura la faculté de se continuer sur Thionville et sur Trèves ; il est obligatoire, dans cette dernière direction, en cas de concession de la Prusse.

Les tracés seront fixés par la société.

La concession sera transformée en loi, pour pouvoir exproprier comme pour utilité publique.

M. Thiers a soutenu récemment à la tribune et dans un nouveau journal, le Partisan diplomatique, que la reine Marie-Christine avait été la première instigatrice au sujet du projet du mariage Trapani.

L'ex-régent d'Espagne vient de se défendre, dans le Herald du 7 juin, contre l'accusation d'avoir été la promotrice de ce projet de mariage odieux à toute l'Espagne.

L'auteur de l'article du Herald est le secrétaire privé du duc de Rianzarès, M. Rubio, frère du médecin particulier de la reine Christine.

M. Rubio, au nom de la reine Christine, a fait une heureuse impression, et on a été étonné de constater que ce n'était point cette princesse, mais le cabinet français, qui avait été le promoteur du projet Trapani.

Les négociations, dit à ce sujet la Gazette universelle de Prusse, n'ont eu lieu que dans les cours de Paris, de Naples, et de général Narvaez.

On assure que M. Bresson, l'ambassadeur français près le cabinet espagnol, avait déclaré à la reine Christine que l'article du Herald du 7 juin ne recevait pas l'approbation de sa cour.

La France, en publiant ce qui précède, ajoute le fait suivant : « Lorsque en février dernier M. le marquis de Miraflores arriva à la tête du ministère, il apprit que le comte de Naples était sur le point de charger son ambassadeur à Madrid, M. le prince de Carini, de demander officiellement la main d'Isabelle pour le comte de Trapani.

M. le marquis de Miraflores fit alors appeler M. le prince de Carini, et lui déclara que s'il faisait une pareille demande en mariage officielle dans des circonstances pareilles, le cabinet espagnol se verrait obligé de faire un refus net et formel. M. Bresson, ministre de Louis-Philippe, avait tenu tous les fils de cette intrigue et grand fut son désappointement, quand il sut comme quoi le projet s'était évanoui par le motif d'ordre de Paris avait complètement décliné.

On ne peut donc s'attendre à voir des forces de s'abstenir de toute demande en mariage et en référer à sa cour, qui elle-même fut victime de sa trop grande confiance vis-à-vis les astucieux politiques qui avaient préparé

reçurent en outre une force anglaise sous prétexte de les mettre à couvert contre le ressentiment de leurs alliés. Telles étaient les conditions que Nelson, dès le 3 avril, avait portées au prince royal, et que celui-ci n'avait pas voulu admettre comme bases du traité à venir. S'il l'avait alors refusé, ce n'était pas pour se montrer plus facile cinq jours après, lorsque les Danois, qui se voyaient exposés au danger d'une seconde bataille, avaient, dans l'intervalle, ajouté considérablement à leurs moyens de défense. La batterie de Copenhague était plus redoutable que jamais. Pile d'Amack et la ville de Copenhague avaient reçu des renforts d'artillerie ; l'escadre danoise, principal objet de la sollicitude publique, et qu'on s'était bien gardé de laisser participer au combat du 2, — retiré maintenant dans les basses terres protégées de la mer, avait été mise, autant que possible, à l'abri du bombardement et de l'incendie. Bref, les Danois étaient prêts à reprendre les hostilités, et dont les Anglais ne devaient pas se soucier beaucoup. Il fallut donc que les Danois se rabattissent de leurs prétentions premières, et Nelson, — tout en manifestant une orgueilleuse assurance sur l'issue d'un second engagement, — comprit tout le premier cette nécessité diplomatique. Il traita sans autre forme il avait combattu sans ordre, et fit de lui-même d'assez importantes concessions.

La durée de l'armistice fut fixée à quatre semaines ; pendant tout ce temps, la flotte danoise devait rester complètement inactive, garder sa position actuelle, et ne faire aucun mouvement ni d'armement ni d'équipement. Les effets de la neutralité armée, convenu entre les puissances du Nord, demeuraient suspendus, quant au Danemark. Les Anglais rendaient leurs prisonniers, mais provisoirement, et sur un état signé double, qui leur permettait de les reprendre si les hostilités éclataient de nouveau entre les deux puissances. La flotte anglaise avait désormais le droit de prendre dans le port danois, les rafraîchissements et les vivres nécessaires à la santé de ses équipages (2).

Les Anglais donnent ainsi la substance du traité de Copenhague, et ont le droit de dire que le droit de se ravitailler était borné par les conditions de la neutralité armée, et que les navires danois, excepté dans la limite de la neutralité armée, n'avaient pas le droit de traverser librement pour se rendre dans le Danemark, et que le traité comprenait seulement les

cette combinaison, et qui se voyait à la fois pris dans ses propres filets.

Depuis le jour où M. le marquis de Miraflores avait énergiquement repoussé le candidat de M. Bresson, toutes les intrigues furent aussitôt mises en jeu pour renverser ce ministre.

De son côté M. de Miraflores fit la proposition au cabinet anglais d'accorder au ministre anglais à Madrid le titre d'ambassadeur, afin qu'il pût avoir ses libres entrées auprès de la reine, circonstance qui jusqu'ici avait donné beaucoup de facilités aux menées de M. Bresson en faveur du mariage Trapani.

On dit que le général Narvaez a l'intention de faire imprimer à Madrid un écrit intitulé : Histoire, avec preuves à l'appui, de l'influence de Dona Marie Christine de Bourbon sur le gouvernement de la reine Isabelle II. On assure qu'il s'est établi à ce sujet, une correspondance très animée, pleine de réclamations et de plaintes, et palpitante d'intérêt, laquelle se trouve en mains du duc de Valence.

Le Moniteur universel nous apporte le tableau des principales marchandises importées en France et mises en consommation pendant le mois dernier. Le mouvement des articles fournis principalement par la Belgique, a subi, pendant ce mois, une énorme diminution, comparativement au mouvement du mois correspondant des années précédentes. Ainsi, la mise en consommation des toiles, qui a été de 223,900 kilog. en mai 1844 et de 265,000 kilog. en 1845, est tombée cette année à 197,000 kilog. L'entrée des fils de lin a été, le mois dernier, de 368,200 kilog. au lieu de 680,300 kilog. en 1844 et de 788,000 kilog. en 1845. La diminution est donc environ de moitié ! Sur le zinc et la houille, il y a aussi une diminution sensible sur les entrées de l'année dernière ; il n'y a d'augmentation que sur la fonte.

Le Moniteur vient de publier le bilan de la banque de France au 25 juin, ainsi que les moyennes des situations pendant le deuxième trimestre, et les opérations réalisées dans le courant du même trimestre.

La moyenne, au débit, des espèces en caisses pendant ce trimestre, a été de 198 millions environ, celle des escomptes et prêts de 151 millions, et celle des comptoirs de prêt de 62 millions. On a compté 133 millions d'effets de commerce, 2 millions et demi d'avances sur lingots, et 12 millions un tiers d'avance sur effets publics.

Au passif, la moyenne des billets au porteur a été de 261 millions et demi, et celle des comptes courants de 175 millions et demi, dont 116 pour le trésor, 56 pour divers et 1,600,000 francs de récipissés à vue.

Dans les opérations réalisées, on a constaté 337 millions d'escomptes dont 271 sur des effets de commerce, ainsi qu'un mouvement de 3 milliards 34 millions aux comptes-courants, dont 257 millions avec le trésor, tant en recette qu'en dépense. Le mouvement général des caisses a été de 3 milliards 862 millions. Ce chiffre comprend 748 millions pour l'entrée, 775 pour la sortie et 2 milliards 133 millions pour les virements. Le rapport des espèces aux billets dans le mouvement des caisses est comme un à six.

la campagne, des cruautés inouïes. Un riche Français, M. Isnard, a été égorgé dans les environs du Durazao, où il était allé visiter ses propriétés. Plusieurs autres ont été assassinés à la Rocha, canton de Maldonado, et horriblement mutilés. Les rosistes ne respectent aucun des principes du droit des gens. Un officier anglais, envoyé comme parlementaire à Buenos-Ayres, a été écharpé par la populace ameutée. Nul doute que les forces combinées ne tirent de ces meurtres une vengeance exemplaire.

L'empereur et l'impératrice de Russie et leur fille la grande duchesse Olga, sont arrivés le 15 à St-Petersbourg. Le prince royal de Wurtemberg est attendu dans cette capitale le 30 juin.

La Gazette des Postes d'Augsbourg publie les détails suivants sur l'élection du nouveau Pape :

Trente-quatre voix étaient le nombre requis pour l'élection. Après le troisième scrutin, ce fut précisément le cardinal Mastai Fefferi qui fut chargé, avec deux autres cardinaux, du dépouillement des votes. Lorsqu'il ouvrit le trente-quatrième bulletin, qui lui donnait la majorité voulue, son émotion fut telle qu'il tomba en défaillance ; ses deux collègues le relevèrent et le portèrent à sa place. Longtemps il se défendit d'accepter ; mais, comme tous les cardinaux insistaient, il se résigna enfin, et les yeux remplis de larmes, il dit d'une voix tremblante : Indignus servus tuus, fiat voluntas tua.

Une difficulté s'éleva touchant la durée de l'armistice. Les commissaires danois n'avaient pas caché que la crainte de la Russie entraînait pour beaucoup dans leurs résistances à cet égard, et Nelson, payant leur franchise en même monnaie, leur déclara que s'il demandait un armistice plus long, c'était pour se ménager le temps d'agir contre la flotte russe, et de revenir ensuite à Copenhague. La discussion, posée en ces termes, devint assez vive, et un des négociateurs danois fit allusion à la reprise possible des hostilités. Nelson, qui comprenait assez le français pour saisir cette menace indirecte ne la laissa pas sans réponse : « Reprendre les hostilités, s'écria-t-il, s'adressant à un de ses amis qui remplissait pour lui les fonctions d'interprète, dites-leur donc que nous y sommes tout préparés. Nous bombarderons, s'il le faut, ce soir même. » La conférence, néanmoins, se termina sans amener de rupture, et la durée de l'armistice dut être réglée directement par le prince et par Nelson. Ce fut l'occasion d'un lever solennel, tenu dans les appartements du palais. Le lieu de la scène était admirablement choisi pour une conférence de ce genre, car tous les appartements étaient démeublés d'avance dans la prévision d'un bombardement. Nelson, que les lenteurs diplomatiques et les difficultés sans cesse élevées par l'amiral en chef, fatiguèrent et irritèrent considérablement, fit à cette mesure de rigueur une allusion menaçante. Appuyé sur le bras d'un de ses officiers, tandis qu'on passait dans la salle à manger du prince : « Je n'ai qu'un œil, lui dit-il, mais il me suffit pour voir que tout ceci brûlerait fort bien. » Un long tête-à-tête suivit le repas, et l'armistice fut définitivement convenu pour tout le temps exigé par Nelson. On régla, également, que si les hostilités étaient reprises plus tard, elles ne pourraient être que quatorze jours après la nouvelle déclaration de guerre.

Nous ne pouvons passer sous silence, comme trait de caractère, la discussion qui s'éleva, deux ou trois jours après le traité, entre Nelson et un des amiraux danois, qui avait publié le récit soi-disant officiel de la bataille du 2. Cet officier supérieur (Olfert Fischer), non content d'établir que les forces anglaises étaient très-supérieures à celles du Danemark, prétendait que, les danoises et le Jutland, mais par le Holstein, de manière que les hostilités pouvaient continuer sur l'Elbe, et que dès lors ce fleuve restait interdit aux Anglais. (V. l'Histoire du Consulat et de l'Empire, tome II, page 400.)

Affaires d'Amérique.

Nous publions la lettre suivante, que nous adresser un citoyen respectable des Etats-Unis, voyageant en ce moment en Hollande :

Rotterdam, 25 juin 1846.

Monsieur,

Il vient de paraître dans le Journal des Débats et dans la Presse, des articles sur la cause de la guerre entre le Mexique et les Etats-Unis et sur les conséquences auxquelles peut donner lieu cette lutte de deux républiques. L'écrivain de l'article dans les Débats fait peser la culpabilité de l'agression sur le gouvernement fédéral qui, assure-t-il, n'ayant aucun droit de regarder le Rio-del-Norte comme formant la frontière entre le Texas et le Mexique, a provoqué la guerre en faisant occuper la rive gauche de ce fleuve par les troupes de l'Union. Ce raisonnement est vicieux, puisque c'est établir en principe ce qui est seulement en question. Il me suffira de peu de mots pour prouver combien est gratuite cette assumption des Débats.

Le Texas formait partie de la Louisiane, telle qu'elle était lorsque sous le ministère Choiseul elle fut cédée par la France à l'Espagne comme prix du pacte de famille, et telle qu'elle était, lorsque le premier consul à qui l'Espagne l'avait rétrocédée, en transféra la souveraineté aux Etats-Unis en 1804 par le traité appelé « Traité de cession », etc.

En obtenant son indépendance nationale par les armes, le Texas réclama pour délimitation celle qui avait existé entre la Louisiane et les provinces mexicaines. Cette délimitation était le Rio-del-Norte.

Possédant le Texas en vertu de l'annexion librement consentie de cette république à l'Union, il était dû de droit au gouvernement fédéral de maintenir l'intégrité du territoire du nouvel état.

Voilà ma réponse aux Débats, à l'égard de l'agression imputée aux troupes américaines.

En ce qui concerne les résultats à venir de la guerre actuelle entre l'Union et le Mexique, les Débats voient des calamités sans nombre, dont la plus grande sans doute, dans leur opinion, serait le renversement de cet équilibre américain dont M. Guizot a récemment développé l'ingénieuse théorie aux chambres françaises. Ce journal a parlé d'un menaçant avenir sans l'énoncer en détails ; peut-être a-t-il eu pudeur de dire que l'agression de l'Union jusqu'à la Californie mettrait en péril l'indépendance de Bourbon, voire même le protectorat d'Orléans.

La Presse, sans se préoccuper de la question d'agression, avoue franchement qu'elle verrait avec plaisir, une puissance maritime venir prendre pied sur les rives de l'Océan-Pacifique pour y faire contre-poids au monopole de commerce que l'Angleterre y exerce.

Divergeant dans leurs opinions sur les questions dont je viens de parler, les deux feuillets s'accordent cependant à attribuer au gouvernement fédéral des projets d'agrandissement dont l'exécution eût paru gigantesque à Napoléon lui-même. Ce ne sont plus quelques provinces limitrophes de l'Union, et presque sans population, qu'il s'agirait d'annexer aux Etats-Unis ; mais le Mexique tout entier avec ses huit millions d'habitants qui entreraient soudainement dans la Confédération par la conquête.

Pour faire disparaître ces fantômes évoqués par les alarmistes anglais, il me semble qu'il aurait suffi à des écrivains aussi éclairés que le sont ceux des Débats et de la Presse, d'examiner la nature de nos institutions.

Le gouvernement fédéral ne peut exercer d'autorité sur un pays acquis par l'Union à quelque titre que ce soit, qu'en y établissant successivement les diverses formes de gouvernement territorial comme un préalable à l'admission dans l'Union en qualité d'état souverain. C'est ainsi que dans ce qui fut la Louisiane ont été créés à divers époques les Etats du Missouri, d'Arkansas et de la Louisiane, et dans la Floride, telle que l'Espagne la possédait, l'état de la Floride et un territoire à la veille de devenir un Etat souverain. Or, je le demande, est-il un homme d'Etat à Washington

qui se propose de conquérir un territoire qui n'est qu'un homme d'Etat à Washington (cinq cent mille âmes) et celui, sans noviciat politique pour assimiler la population conquise aux mœurs, aux habitudes, aux institutions du peuple conquérant ?

Je dis annexer soudainement, car aussitôt qu'un territoire quelconque, appartenant à l'Union, a acquis la population requise pour élire un membre à la chambre des représentants de la législature fédérale, ce territoire a le droit d'exiger son admission à l'Union comme état souverain.

Je m'arrête sans vouloir pousser plus loin l'examen sérieux de suppositions qui tombent de leur propre absurdité, dès qu'on les soumet au raisonnement. Non, Monsieur, le peuple américain n'est pas attaqué de ce vertige d'esprit de conquête qui a amené tant de désastres dans les siècles passés. Cet esprit de conquête, n'en déplaise aux Débats, n'est pas plus propre aux républiques démocratiques qu'il ne l'est aux monarchies, et aux républiques oligarchiques. Je ne sache pas que cet esprit ait jamais existé dans les républiques fédérales. Certes, ce n'est pas la Grèce fédérative qui a envahi la Perse et poussé ses armées jusqu'aux bords de l'Indus. La Suisse avec la meilleure infanterie qu'il y ait en Europe pendant un siècle, n'a pas tenté la conquête de l'Italie. La Hollande, victorieuse de Philippe II, s'est sagement bornée au sol qu'elle avait conquis à l'Océan, et l'Union américaine a ajouté quatorze Etats aux Etats-Unis, sans avoir payé d'une goutte de sang l'élargissement de son territoire.

Sans doute le président Polk s'est acquis une grande popularité, mais cette popularité peut évanouir avant qu'il ait pu accomplir son projet. Les Débats, le Times et le Chronicle continuent à le poursuivre de leurs invectives. Les sifflets des ennemis de leur patrie ont toujours été pour les

deux fois dans le cours du combat, le pavillon britannique avait été amené ; que la plupart des bâtiments anglais étaient désarmés, totalement affaiblis, et que, par exemple, le bâtiment monté par lord Nelson ne tirait plus, une heure avant la fin de la bataille, que par coups isolés. Il insistait enfin sur ce point, que c'était l'amiral anglais, et non point les Danois, qui avait proposé la cessation des hostilités.

La réplique de l'amiral, adressée au prince par l'entremise de l'adjudant général Lindholm, fut vive et catégorique ; on en jugera par le passage suivant :

« Quant aux absurdités de l'amiral Fischer sur la prétendue victoire des Danois, Son Altesse Royale n'en doit tenir aucun compte. J'ai coulé bas, brûlé, capturé ou repoussé dans le port, tous les navires qui formaient la ligne de défense au sud des îles de la Couronne. Cet officier prétend qu'on lui a dit que deux vaisseaux anglais avaient amené. Pourquoi donc n'en a-t-il pas pris possession ? Je me suis emparé des siens, moi, des qu'ils ont fait mine de se rendre... Il dit encore que le vaisseau sur lequel j'ai l'honneur de voir flotter mon pavillon se trouvait en dernière ligne que par coups isolés. Ceci est vrai, car j'ai pour compagnons d'armes des gens froids et calmes qui ne se soucient pas de perdre un seul de leurs boulets. Il semble triompher de ce que j'ai envoyé à terre un pavillon de trêve. Vous savez, et Son Altesse Royale sait aussi, que les batteries de rivage, tant sur notre que sur vos vaisseaux danois qui s'étaient déjà rendus, ne pouvaient nous servir, également, aucune autre alternative. Les Danois ont dit qu'il ne m'arrive jamais d'imoler un Danois lorsque ce Danois ne résiste plus. Le moment où vos matelots devenaient nos prisonniers, je devais leur protéger. »

Une lettre parfaitement polie et mesurée, que l'adjudant général Lindholm écrivit au nom du prince, mit au repos cette querelle, quant à celle des deux nations, on sait comment elle se termina. L'annexion de Paul Ier, — accompli dans la nuit du 23 au 24 mars, — fut la nouvelle, arrivée secrètement au prince royal, durant les négociations, ne fut connue de Nelson qu'après son départ de Copenhague. — L'annexion de la Confédération maritime des puissances du Nord (l'un des premiers actes d'Alexandre (ukase du 7 avril 1804) fut de rendre les matelots anglais que Paul Ier avait faits prisonniers. En même temps, l'empereur écrivit à sir Hyde Parker pour demander que les hostilités cessassent provi-

des à l'Union des trompettes de gloire. Les traits lancés par... impuissants, aux pieds de Maddison; les libelles de... ont rebâissé le piédestal de la statue de Jefferson, et... d'un quel que chose de sa gloire à la haine des Tories... que l'écrivain des Débats, si bien informé de tout ce... se passe en Amérique, ignore que M. Polk, dans sa lettre en réponse au... de la convention de Baltimore qui lui annonçait sa candidature... la présidence, d'après un vote unanime de cette assemblée, déclara... qu'il se consacrerait à une seconde élection si le suffrage du peuple le portait... à la présidence.

UN AMÉRICAIN.

Affaires d'Angleterre.

C'est une chose curieuse, aujourd'hui, dit la Presse, que la lecture des journaux anglais. Le pays est en proie à une crise ministérielle, et la presse tout entière s'occupe beaucoup plus du cabinet qui tombe que de celui qui doit le remplacer. On sait que sir Robert Peel est bien décidé à ne garder son portefeuille que juste le temps qu'il faudra à la reine pour désigner son successeur, et cependant tout le monde en parle comme de l'homme de la situation; et à la manière dont on rappelle ce qu'il a fait depuis six mois, il semble que personne ne puisse s'habituer à l'idée de sa disparition de la scène, même momentanément. Les ministres ont beau écrire en grosses lettres: Défaite de sir Robert Peel (défaite de sir Robert Peel's government), on voit qu'ils ne croient pas plus à l'efficacité de leur triomphe qu'à la réalité de sa défaite. Ils savent aussi bien, mieux peut-être que personne, que sir Robert Peel n'est pas un homme qui tombe, mais bien un ministre qui se retire pour rentrer plus tard aux affaires, dans des conditions meilleures, plus simples, plus fécondes. L'instinct des partis ne les trompe jamais, et les Tories ont, malgré les fautes grossières qu'ils viennent de commettre, le sens politique trop délié pour se faire à cet égard aucune espèce d'illusion. Ils chantent victoire; mais ils ont beau faire, ils ne réussissent pas à se donner des airs de triomphateurs. Ils rient, mais ce n'est que du bruit des lèvres.

Il est vrai que les plus grands périls sont passés. Les réformes les plus importantes ont été arrachées aux Tories par un chef de leur propre parti. Cependant John Russell aura à résoudre immédiatement deux questions: celle du tarif des sucres et celle de l'Irlande.

En attendant, on sait déjà quelles sont les idées de lord John Russell sur la loi des sucres. Elles sont libérales; et les protectionnistes ne se montrent peut-être pas aussi redoutables que sur le bill des céréales.

Le Morning Chronicle s'est hâté d'expliquer les vues des Whigs sur la question irlandaise. Nous citons ses paroles: « L'impopularité qui, par son vote de jeudi, a renversé l'administration de sir Robert Peel n'a entravé aucune mesure de réforme; elle a, au contraire, ouvert une nouvelle ère pour l'Irlande, et d'autres mesures seront prises pour mettre un terme aux troubles. C'est la première fois qu'un parlement anglais rejette un bill de coercition pour l'Irlande; un pareil événement ne peut manquer de produire une profonde impression sur l'esprit des Irlandais. Il équivaut, en effet, à une déclaration solennelle que le parlement ne veut plus se contenter de prendre des mesures pour réprimer momentanément les crimes qui affligent ce pays, mais qu'il veut s'en prendre aux causes mêmes qui amènent ces crimes. Ce qu'il y a de plus urgent dans ce moment, c'est de prendre des mesures efficaces pour remédier aux maux de l'Irlande. La prochaine formation d'un ministère, qui a pour principe qu'il vaut mieux attaquer le mal par des réformes sociales que par des expédients de coercition, sera attendue avec espoir et confiance par la grande majorité des hommes intelligents de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. »

Tout cela est fort bien; mais il s'agit de savoir maintenant comment feront les Whigs pour s'en prendre aux causes mêmes qui amènent les crimes que sir Robert Peel a voulu réprimer; par quelles mesures efficaces ils remédieront aux maux de l'Irlande, comment enfin ils substitueront aux expédients de coercition les réformes sociales. Sir Robert Peel, que nous sachions, ne s'est pas montré trop mal disposé envers ce malheureux pays: il lui a donné des collèges, des prêtres catholiques, un système d'éducation nationale, et personne, en Angleterre, ne peut avoir oublié la fameuse discussion du bill de Mayoorth. Et cependant, l'Irlande est toujours agitée, les meurtres s'y multiplient, c'est toujours là, en un mot, le grand problème, la grande difficulté. Que feront les Whigs de plus que sir Robert Peel,

et, à supposer qu'ils aient réellement l'intention de faire plus et mieux, sur quel parti s'appuieront-ils pour faire voter leurs mesures radicales? C'est à quoi sans doute le Morning Chronicle n'a pas pensé. Dans tous les cas, il a pris de graves engagements et aujourd'hui surtout, il y va de l'honneur de son parti de ne pas l'oublier. D'ailleurs, l'Irlande est là qui lui rappellera plus tard ses promesses d'aujourd'hui, et la dernière séance de Conciliation-Hall a dû prouver aux Whigs qu'ils lui inspiraient une confiance très limitée.

On dit dans les cercles politiques les mieux informés que la reine, désirant donner à sir Robert Peel un témoignage particulier de sa haute estime, lui a offert la pairie, que l'illustre baronnet aurait refusé très respectueusement, mais avec la plus grande fermeté. C'est, du reste, la seconde fois que sir Robert Peel décline cet honneur; et sa résolution sur ce point semble prouver qu'il a l'intention de continuer à combattre dans l'arène, théâtre de ses premiers triomphes parlementaires.

On assure que la reine avait eu l'intention d'appeler d'abord le marquis de Landsdowne, chef du parti Whig dans la chambre des lords; mais lord Lansdowne se serait excusé, dit-on, sur son âge et ses infirmités. Il est à croire, du reste, que sir Robert Peel aura lui-même conseillé à sa souveraine de mander auprès d'elle l'homme que son nom, ses talents, son caractère et la voix publique désignent naturellement à son choix. C'est donc lord John Russell qui va devenir premier ministre.

Officiellement, il n'y a encore rien de fait. La reine n'est revenue à Londres que lundi. Le même jour, les explications habituelles en pareil cas ont dû être données dans la chambre des lords par le comte de Ripon, et dans la chambre des communes par sir Robert Peel; mais on croit que les démissions ne seront régulièrement données que jeudi ou vendredi.

Le Standard, qui avait promis de s'expliquer sur les bruits alarmants qui ont couru à Londres au sujet du Canada, ne tient pas sa promesse. Le Morning Herald, qui n'avait rien promis, parle longuement, quoiqu'en termes assez obscurs, de cette affaire, qu'il regarde aussi comme étant de la plus haute gravité. Nous traduisons le passage suivant de son article:

« On a dû remarquer que le Great-Britain n'a apporté aucune nouvelle du Canada à aucun journal. Il faut supposer que la maille du Canada ne sera pas arrivée assez tôt à New-York pour profiter du départ du Great-Britain. Cependant, les communications entre les deux pays sont si fréquentes qu'il est impossible qu'on n'ait pas eu à New-York des nouvelles qui ne sont pas arrivées aux journaux par la voie ordinaire.

« Nous disons ceci pour expliquer les bruits alarmants qui ont couru, il y a deux jours, à Liverpool, et hier à Londres. Il s'agit d'une résolution de l'assemblée législative du Canada, relativement à l'établissement militaire du pays. Il y a deux versions. On dit d'abord que l'assemblée a imposé des droits considérables à l'importation sur tous les objets nécessaires à l'entretien de l'armée. Ce serait assez grave; ce serait le commencement d'une guerre de tarifs qui mènerait à une guerre d'un autre genre.

« L'autre version est trop grave pour être divulguée avant qu'elle soit authentique. »

« Quand M. Gladstone a appris aux colons qu'ils ne devaient plus compter sur des préférences de la part de l'Angleterre, il a prononcé la sentence de séparation, parce qu'il a donné aux colons le droit de dire, raisonnablement et justement, que la Grande-Bretagne ne devait compter sur aucune préférence de leur part... »

« Comment pouvons-nous attendre que les Canadiens nous achètent notre coutellerie et nos cotonnades, quand ils peuvent trouver chez les états voisins de la coutellerie et des cotonnades à meilleur marché? Comment pouvons-nous leur demander de se soumettre à tous les inconvénients d'un voisinage hostile, lorsqu'en renonçant à leur union avec l'Angleterre, ils repoussent à 3,000 milles de distance sur terre ferme toute espèce d'ennemi, en même temps que leur position les met à l'abri de toute attaque par mer, excepté, toutefois, l'attaque qui peut leur venir des arrières de M. Gladstone et de la politique de sir Robert Peel. »

Affaires du Portugal.

D'après les nouvelles arrivées du Portugal, par voie d'Angleterre, il est évident qu'il y a dans tout le pays de très-sérieuses tentatives de réaction. On dirait que les amis de Costa Cabral reviennent d'une espèce de surprise, et qu'ils cherchent à regagner le terrain qu'on leur a enlevé par un coup de main. Ce mouvement, qui se remarque surtout dans certains régiments, a ranimé l'exaltation populaire qui commençait à se calmer, et on peut aujourd'hui, comme il y a un mois, craindre les plus graves excès.

On commence déjà à crier ouvertement dans la rue et dans

compromettre les deux pays vis à vis l'un de l'autre. On le lui fit sentir de deux manières: d'abord en le priant d'éloigner ses vaisseaux, puis en refusant, dans les termes les plus polis, la visite qu'il annonçait vouloir faire à l'empereur. Avec le caractère que nous lui connaissons, il ne faudra pas s'étonner que ces manifestations méfiantes aient vivement froissé Nelson: « Les ministres russes, s'écria-t-il, ne m'auraient certainement pas écrit en ces termes si leur flotte eût encore été dans le port de Revel. » Sa réponse ne dissimula point les rancunes qu'il gardait au cabinet de Pétersbourg. Il y était dit: « La parole d'un amiral anglais, quand il la donne pour expliquer telle ou telle partie de sa conduite, est aussi sacrée que celle de tous les rois de l'Europe. » Et il ajoutait « qu'en d'autres circonstances, il aurait vivement désiré qu'il lui fût permis de présenter à l'empereur ses hommages personnels. »

La restriction n'était pas diplomatique, et prouva suffisamment que Nelson, volontiers courtisan des rois qui réclamaient son appui, traitait avec une fière indépendance ceux dont il croyait avoir à se plaindre. Après la déclaration qu'on vient de lire, il se retira immédiatement en mer, laissant derrière lui un seul brick pour régler les comptes de la flotte et servir aux transports des provisions que les marchands de Cronstadt s'étaient engagés à lui livrer.

Un amiral russe (Tchitchagof) le suivit de près dans la Baltique, où il était chargé d'aller répondre en personne aux ouvertures de sir Hyde Parker: Nelson s'entendit mieux avec lui, qu'avec les diplomates de la capitale, et ceux-ci, d'ailleurs, en réponse à sa dernière dépêche, exprimèrent tous leurs regrets du malentendu qui lui avait inspirée. On l'informait que les vaisseaux anglais sur lesquels Paul 1er avait mis embargo, depuis quelque temps déjà étaient rendus à la liberté; enfin, on l'invitait à venir à Pétersbourg quand bon lui semblerait, et de telle manière qu'il lui paraîtrait convenable. Il était alors à Rostock, d'où la flotte retourna bientôt dans la baie de Kioge. Là, Nelson put s'assurer que les Danois, irrités de leur défaite, et leur gouvernement, soumis à l'influence française, n'étaient rien moins que disposés à respecter ou à prolonger l'armistice. Ceci motiva une dépêche où il demandait à l'amiralité si on ne trouverait pas mauvais qu'il tint le langage convenable au commandant en chef des forces anglaises: « Ceci, très-probablement, ajoutait-il, si on me laisse le poste que j'occupe aujourd'hui, fera rompre l'armistice et brûler Copenhague. Toutes

les journaux, contre le ministère. M. de Palmella fait cependant toutes sortes de concessions. Il destitue les hommes les plus renommés pour leur attachement à la charte, et il vient de donner au brigadier-général de Moira, homme très-populaire, le commandement des troupes de l'Alentejo, et au général Celestino, également septembriste et populaire, le gouvernement des Algarves.

Tout cela ne suffit pas. Le décret relatif à la réorganisation de la garde nationale ne paraît pas. En outre, comme on paraît s'obstiner à ne pas renvoyer le secrétaire de la reine, on croit que la cour pense à une contre-révolution, et on se prépare ouvertement à la repousser. Des rassemblements s'étaient formés dans l'après-midi du 20 juin devant l'hôtel du duc de Palmella; des émissaires allaient partir pour insurger de nouvelles provinces; on les a retenus en leur donnant, dit-on, l'assurance que la reine satisfait dans la journée même aux vœux du peuple. Ce qui aurait décidé le gouvernement à cette nouvelle concession, ce seraient les nouvelles arrivées dans la matinée. A Bragance, les soldats ont essayé de s'insurger au nom de la charte; à Evora, les troupes ont fortifié la ville et refusé de recevoir aucune force armée; dans le Minho, la fermentation est telle qu'aucun soldat n'ose se montrer.

Si tous ces faits que nous empruntons aux journaux anglais sont exacts, nous ne sommes pas étourrés que le général Saldanha refuse d'entre dans le cabinet.

Au milieu de tous ces désordres, ce qu'il y a peut-être de plus grave, c'est la question financière. Voici, à ce sujet, ce que dit le Morning Chronicle:

« Le comité des finances n'a pas terminé ses travaux. Les principales questions qu'il a eu, dit-on, à examiner sont la réduction de plus de 2,000 contos sur les dépenses, la réduction de l'intérêt de la rente, tant nationale qu'étrangère, de façon à convertir le 5 p. c. en 4, et le 4 en 3. On prétend qu'un seul membre de la commission s'est opposé à cette réduction générale. On parlait aussi de réductions dans les dépenses de la guerre et celles de l'administration.

« Il y a eu une réunion des actionnaires de la banque. L'avenir du crédit public ne se présente pas sous un aspect très-encourageant. »

Le Times fait ainsi le relevé de la situation:

« Il y a eu, le 18, une réunion des actionnaires de la banque de Lisbonne. Le résultat du relevé de situation présenté par les directeurs, que le montant des billets en circulation est de 2,400 contos (environ 550,000 liv. st.); pour y faire face, la banque a, en espèces, 450 contos, en traites ou en bons, 2,100 contos; en gages en or, argent et bijoux, 450 contos; dette du gouvernement, 1,500 contos; fermiers du tabac, 400 contos. Les directeurs ont ajouté qu'ils faisaient tous leurs efforts pour négocier un emprunt à Londres pour une avance d'espèces. Il a été nommé une commission pour examiner soigneusement ces comptes.

« On attend, d'un moment à l'autre, l'accouchement de la reine; elle a autorisé le roi, son mari, à sanctionner, dans la forme ordinaire, tous les décrets présentés par les ministres. Les prières d'usage pour son heureuse délivrance ont été ordonnées. »

A notre grand regret, nous voyons s'accomplir nos tristes pronostics sur le Portugal. Dès le début de la révolution qui agit ce malheureux pays, nous avons dit que c'était une rébellion mignolisiste: la presse libérale se moqua alors de nos prévisions et assura que nous nous trompions complètement. Malheureusement les faits viennent chaque jour nous donner raison, et réfuter les arguments de nos adversaires. Oui! la révolution portugaise, après avoir passé par tous les excès de la démagogie, touche aux maux de l'absolutisme. Les extrêmes se touchent, et la révolution et le despotisme ne font qu'un. La chute de cabinet des conservateurs a produit un triste résultat. On reconnaît maintenant combien nous avons raison de défendre le cabinet constitutionnel et hautement parlementaire de Costa Cabral, de soutenir que son existence était nécessaire au soutien des institutions et à la double répression de la révolution et du despotisme.

Que va faire aujourd'hui le cabinet Palmella, plus ou moins démagogique et le despotisme? A-t-il assez d'éléments de forces pour résister, ce cabinet qui cède chaque jour à de plus en plus grandes exigences de journaux révolutionnaires? Un gouvernement créé par la volonté des juntes, un gouvernement qui n'a pas de vie propre, qui n'éveille de sympathies dans aucune classe, pourrait-il servir d'épave au trône menacé? Si cette situation se prolonge, la chute de la monarchie constitutionnelle en Portugal est inévitable, et le sang versé depuis tant d'années n'aura servi qu'à introniser le despotisme. Nous ne voyons qu'un remède à ces maux: l'intervention de l'Espagne; de cette intervention dépend peut-être l'existence des institutions libérales chez ces deux peuples de la Péninsule. (Herald.)

sortes de bassesses, toutes sortes d'infamies s'accomplissent ici sous leurs yeux et par ordre du prince royal. On a maté des navires, mis à bord des canons, préparé des batteries flottantes, toutes choses à l'encontre du traité. Mon cœur s'indigne de voir que la parole d'un prince et d'un prince prouvent de si près à notre honneur, est violée avec autant d'impudence. Au surplus, sa conduite est telle que, s'il continue, il perdra son pyramide ou les Jacobins dominent déjà. Je ne lui ai fait aucune représentation; elles seraient inutiles, tant que je n'aurai pas eu le soin de qui les appuyer par la force. Tout ce que je demande, au nom du commandant en chef qui sera ultérieurement désigné, c'est qu'on lui donne des instructions précises. Nous avons ici de quoi rompre vingt armistices, et de quoi forcer le prince royal à s'humilier devant le gouvernement de la Grande-Bretagne. »

Nonobstant ces pronostics fâcheux, tout complotait à faciliter une solution pacifique. La mort de Paul 1er avait porté un coup décisif à la Confédération des Neutres, et le Danemark, isolé comme il allait l'être, ne pouvait donner carrière à ses ressentiments. Dès qu'il s'agissait de négociations et de paix à conclure, Nelson cessait d'être homme de la circonstance. On envoya un autre amiral, sir Charles Maurice Pole, pour prendre le commandement en chef de la flotte anglaise dans la Baltique. Nelson, malgré tout, voulait croire au renouvellement des hostilités, et qu'il se serait rapproché, le cas échéant, d'affaiblir les forces britanniques, eut un moment la pensée, en quittant ses compagnons d'armes, de traverser le Jutland dans sa chaloupe et sur des canaux qui l'auraient mené jusqu'à Jemmingen, au bord de l'Eyder; mais ses collègues refusèrent absolument d'accepter cette marque de dévouement à la chose publique, et tout ce qu'ils purent à Nelson fut de prendre un simple brick au lieu de la frégate à laquelle il avait droit. En arrivant à Yarmouth, son premier soin fut d'aller visiter l'hôpital, où il porta des secours et des consolations aux glorieux blessés de Copenhague.

O. N. Nelson's Letters and Dispatches (1).

(1) NOTE DU DIRECTEUR. Le septième et dernier volume de cette importante publication n'ayant pas paru encore, nous croyons devoir l'attendre pour terminer la Vie de Nelson.

# VARIÉTÉS.

## UNE GUERRE EN SONORA.

SOUVENIRS DES CÔTES DE L'Océan PACIFIQUE.

(Suite et fin. — Voir notre n° d'hier.)

A la vue de Banderas, son ennemi mortel, les veines de son front se gonflèrent, sa lèvre en se retroussant laissa voir ses dents serrées. — Place à U'Sacama! s'écria-t-il impétueusement; puis, éperonnant son cheval avec ardeur, il lui fit franchir la harricade et tomba comme un jaguar au milieu des Hiaquis stupéfaits. Un autre cheval bondit derrière le sien: c'était celui de Zampa Tortas. Cette héroïque imprudence n'échappa pas à Banderas, qui donna à haute voix l'ordre de le prendre vivant pour le faire périr du supplice des traîtres; mais l'ordre n'était pas facile à exécuter. U'Sacama, bien qu'enveloppé de toutes parts, seconait avec une vigueur indomptable les grappes de corps noirs suspendus à ses jambes, qui glissaient entre leurs mains; ce que son épée ne perceait pas était foulé sous les pieds de son cheval ou assommé à coups redoublés de ses étriers cerclés de fer. Un autre cavalier le suivait de près, qui foulait aussi les Hiaquis acharnés après U'Sacama; son épée frappait comme la sienne, et les Indiens tombaient autour de lui: c'était Zampa Tortas, dont personne n'eût attendu ces prodiges de valeur.

— Chiens! hurlait U'Sacama, qui poussait avec fureur son cheval bondissant au milieu de ces vagues humaines, laissez U'Sacama se mesurer avec Banderas.

Mais les Hiaquis continuaient de l'entourer. Malgré sa vigueur, malgré ses efforts, il y eut un instant où l'on n'aperçut plus qu'un monceau de corps parmi lesquels surgissaient à peine la tête d'un homme et celle d'un cheval; c'en était fait du chef indien, lorsque la barrière s'ouvrit enfin. Ses deux cents guerriers s'élançèrent; les blancs, ranimés par cet exemple, les suivirent, et U'Sacama, le corps sanglant, les narines gonflées, la poitrine haletante, domina de nouveau la foule de ses ennemis épouvantés. Alors une horrible déroute commença; les Hiaquis tombèrent comme l'herbe qu'on fauche; Banderas tourna bride, et ses Indiens l'imitèrent, laissant cette fois la terre jonchée de leurs morts. A l'heure où le soleil était sur son déclin, tout était fini. Le siège de Rancho avait duré quinze heures.

Ce soir-là même, un homme arriva au galop de Guaymas au Rancho; c'était le sacristain. Il chercha longtemps le cadavre de son ami Casillas; puis, l'apercevant, il se précipita sur lui et le tint longuement embrassé. — Oh! mon ami, s'écria-t-il, je ne pourrai donc plus le protéger, comme je me complaisais naguère encore à le faire! — Il le considéra ensuite avec attention comme s'il eût médité sur le parti qu'il pourrait encore tirer de ce corps inanimé. Tout à coup une idée lumineuse éclaira son esprit. Il tira de sa poche un couteau, et, avec un soin tout particulier, il détacha de la tête les deux oreilles de son ami, et les enveloppa dans son mouchoir.

— O Casillas, s'écria-t-il en serrant le précieux débris, peut-être es-tu mort en péché mortel! Je veux te donner une preuve de plus du tendre intérêt que je te portais pendant ta vie. Tu te réjouiras, même après ta mort, d'avoir trouvé un ami tel que moi!

Puis il remonta à cheval et s'éloigna. Après les événements que je viens de raconter, quelques jours se passèrent encore, pendant lesquels l'argent trouvé dans les coffres de la douane fut dissipé au point qu'il n'en resta d'autre trace que le reçu d'Ochoa. Il fallut recourir aux exactions, car les nouvelles arrivaient de plus en plus menaçantes d'Arripe. Le général Tobar, toujours retiré dans sa propriété, n'était pas fâché de laisser à Ochoa la responsabilité de ces mesures de rigueur. Plusieurs riches habitants de Guaymas se laissèrent d'abord rançonner d'assez bonne grâce; mais tout à un terme, et le gouvernement provisoire était à bout de ressources.

Un jour, un gros navire bordelais, probablement chargé de riches marchandises, fut signalé comme cherchant à gagner les passes de l'entrée du port. Ce fut pour les *prononcés* une heureuse nouvelle, car ils devaient percevoir les droits de ces marchandises. Comme l'arrivée d'un chargement de marchandises européennes ne pouvait être sans influence sur les intérêts que je représentais à Guaymas, je me dirigeai le jour suivant, de bon matin, sur la hauteur dont j'ai parlé, et qui domine la ville à une distance assez rapprochée pour laisser voir tout ce qui s'y passe. Sur l'azur éblouissant de la mer, sur l'azur plus limpide encore de l'horizon, un navire détachait ses voiles blanches, le cap tourné vers la terre. Pendant que je le considérais attentivement, je me sentis toucher le bras; je me retournai. Ochoa était à côté de moi. Il avait la tête enveloppée de bandages et recouvert d'un chapeau à larges bords qui projetait une demi-teinte sur son visage pâli par les blessures, et au milieu duquel ses yeux noirs semblaient encore plus étincelants. Il venait d'attacher son cheval à une pointe de rocher.

— C'est le ciel qui nous l'envoie si à propos, me dit-il en étendant la main vers le bâtiment et en le couvant du regard.

Tout d'un coup le plus affreux juron que puisse fournir la langue espagnole s'échappa de sa bouche:

— Tenez, dit-il, c'est l'enfer qui s'en mêle! Voyez.

En effet, on apercevait dans la plaine un nuage de poussière que le soleil éclairait d'un vif éclat, et qui laissait percer les banderoles rouges et la pointe des lances d'un corps de cavalerie.

— C'est le gouverneur général qui arrive, dit Ochoa en fermant les poings: un jour plus tard, nous l'aurions défilé, ou tout l'aurions acheté!

Soit qu'un courrier eût apporté cette nouvelle à Guaymas, soit pour toute autre cause, de la hauteur où nous étions placés, nous remarquâmes bientôt dans la ville un mouvement inusité. Ochoa considérait cette scène d'un œil hagard, mais sans bouger. Quelques minutes après, il jeta un cri de rage.

— Les lâches! les traîtres! les imbéciles! s'écria-t-il en jetant son chapeau par terre, les voilà qui se débloquent; voilà Gutierrez qui monte à cheval; va-t-il rassembler nos amis? Non, il s'en va au galop. Arrêtez! cria-t-il en proie à une fureur indicible, comme si sa voix eût pu parvenir jusqu'à eux. — Ah!

voilà le brave Tobar, celui-là du moins ne fuira pas! Non, non, continuait-il en frappant dans ses mains! — Ah! tout est perdu, il s'éloigne dans la direction contraire à Gutierrez. Ah! les lâches, les traîtres! la légalité les effraie, eux que les Indiens hurlants n'épouvantaient pas! Mais je suis là, moi, dit-il en frappant sur sa poitrine.

En disant ces mots, il s'élança malgré sa faiblesse sur le cheval qu'il avait attaché près de lui, et se précipita au grand trot le long de la rampe escarpée, avec une audace à donner le vertige, faisant rouler les pierres sous les fers de son cheval. Je le suivais de l'œil avec anxiété; il arriva heureusement sur la place; je le vis bondir au milieu de la foule, puis je le perdis de vue.

Bientôt la place fut évacuée. Les troupes du gouverneur faisaient leur entrée dans Guaymas. Par une singulière coïncidence, au moment où le gouverneur déployait sur la place son régiment de cavalerie et son infanterie indienne armée d'arcs et de flèches, ce navire bordelais, objet de la convoitise des insurgés, qui recelait dans ses flancs la riche cargaison dont ils avaient espéré un secours décisif, entra majestueusement dans le port, au moment aussi où le dernier des *prononcés*, Ochoa, venait de quitter Guaymas.

Dans mes pérégrinations ultérieures à travers l'état de Sonora, j'eus l'occasion de retrouver les principaux membres du gouvernement provisoire de Guaymas humblement cachés dans d'obscures bourgades; hormis un seul, le capitaine Ochoa, dont la destinée m'inspirait plus de sympathie; ses amis mêmes n'avaient plus entendu parler de lui. — Le général Tobar fut plus heureux; il était assez haut placé pour être un de ces hommes que les orages politiques n'atteignent que rarement au Mexique. Son commandement, quelque temps inoccupé, lui fut rendu, et son *pronunciamento* se confondit avec tant d'autres au milieu des secousses qui ébranlent et ébranleront longtemps encore le Mexique. — U'Sacama, imposé pour chef aux Hiaquis, qui implorèrent la paix, brûla de sa main la cabane de Banderas procrit, et, après la dissolution du gouvernement provisoire, Zampa Tortas, le coparis de la douane, revint s'asseoir à son bureau avec autant de modestie que s'il n'avait pas été tout simplement un héros au milieu de la mêlée sanglante que j'ai essayé de décrire. — Quant à Casillas, sa pâle et mélancolique figure, sa fin tragique, apparaissent souvent dans mes souvenirs; un mystérieux intérêt s'attache encore dans mon esprit au secret motif de la trahison qu'il avait méditée, et qui lui coûta la vie. Le sacristain n'eut garde d'oublier ce malheureux jeune homme. Colportant les oreilles de son ami, il alla quêter de maison en maison, afin de faire dire des messes pour le repos de son âme. Les personnes pieuses, à la vue de ce qui restait de Casillas, s'émurent de pitié, la collecte fut abondante; mais le sacristain lui donna-t-il la religieuse destination qu'il annonçait? Il est permis d'en douter. Il est des hommes dont le sort doit s'accomplir jusqu'à la fin; Casillas mort devait être exploité par le sacristain comme Casillas vivant, et peut-être le sacristain a-t-il réalisé le proverbe espagnol:

Los discos del sacristan  
Cantando vienen y cantando se van (1).

G. FERRY.

(1) L'argent du sacristain vient en chantant et s'en va en chantant.

## ANNONCES.

### CHANGEMENT DE DOMICILE.

M. JOSEPH HESS, Chirurgien-Dentiste, a transféré son domicile rue Spuistraat section S. n° 387. Il est à consulter journallement de 10 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

## GRAND MAGASIN

### DÉPÔT DE DRAPS ET D'ÉTOFFES,

chez A. VAN NOORDEN,  
SPUISTRAAT, n° 364, à La Haye.

Ce magasin est toujours abondamment pourvu de toutes sortes de DRAPS et d'ÉTOFFES CACHEMIRE des plus belles qualités pour REDINGOTES et PANTALONS, ainsi que des dessins les plus nouveaux et du meilleur choix pour GILETS. Il offre aussi l'assortiment le plus complet et le plus varié d'HABILLEMENTS EN TOUT GENRE POUR HOMMES. Cet établissement, le seul de ce genre qu'on trouve en cette ville, est dirigé de manière à ce que le sousigné peut en tout temps, sous le plus bref délai possible, et avec une parfaite précision, exécuter les ordres qui lui sont donnés.

PALETOTS D'ÉTÉ à fl. 4, fl. 6, fl. 10 jusqu'à fl. 16.  
HABITS DE FANTAISIE, d'étoffe nouvelle à fl. 10.  
CAPOTES EN TOILE ECRUE et autres, à fl. 4.  
REDINGOTES DE MAISON ET DE BUREAU, à fl. 4.50.

A. van Noorden.

### POUR CAUSE DE LIQUIDATION.

A la requête des liquidateurs de la société anonyme établie à Bruxelles, sous le titre Raffinerie Nationale, les notaires BARBANSON, de Bruxelles, et JOTTRAND, de Genappe, vendront avec une prime de un pour cent sur le montant de l'adjudication préparatoire:

Le superbe établissement de la Sucrerie de Waterloo, avec habitation de maître, sucrerie, distillerie, corps de ferme et autres dépendances, formant ensemble une masse de bâtiments de 225 mètres de longueur sur 80 de largeur, entouré de 150 hectares de Terres et Prairies d'un seul bloc, le tout divisé en 44 lots, avec réserve d'accumulation.

Ces bâtiments, construits depuis peu d'années, sont entièrement couverts en ardoises et pannes; ils peuvent être, à très-peu de frais, appropriés pour la résidence d'un grand nombre de personnes; la proximité de la ville de Bruxelles (1 1/2 myriamètre) promet du succès à toute industrie qu'on voudrait y établir, enfin on pourrait en faire un grand établissement modèle d'agriculture et y joindre un haras pour la remonte des chevaux.

Le prix d'achat sera payé par dixièmes dont les deux premiers dans le mois de la vente et les huit autres d'année en année, avec intérêt de quatre pour cent par an.

La vente se fera en la chambre des ventes par notaires à Bruxelles, Fossé-aux-Loups, en deux séances: La première, pour l'adjudication préparatoire,

le mercredi 6 juillet 1846, et la deuxième, pour l'adjudication définitive le mercredi 22 juillet suivant, respectivement à dix heures du matin.

Les ustensiles de la sucrerie et ceux de la distillerie étant expressément réservés, on pourra traiter de gré-à-gré de la cession de tout ou partie d'iceux; la préférence sera accordée à l'acquéreur du 1<sup>er</sup> lot.

Pour tous renseignements, chez lesdits notaires ou au siège de la Société Raffinerie Nationale, quai au Foin, 31, à Bruxelles.

## NAVIGATION DES PYROSCAPHES

ENTRE

### Amsterdam et Hambourg.

Le service se fait par les deux grands bateaux *Willem de Eer* et *Beurs van Amsterdam*.

DEPARTS:

d'Amsterdam, le 5, 10, 15, 20, 25 et 30 } de chaque mois.  
de Hambourg, le 5, 10, 15, 20, 25 et 30 }

## GRAND HOTEL DES BAINS

### Schéveningue.

A partir du 22 Juin, tous les jours Table d'Hôte à 4 heures, Salons pour Dîners particuliers.

SWITZAR frères.

## Cours des Fonds Publics.

Bourse d'Amsterdam du 30 Juin.

	Int.	COURS 29 juin.	OUVERT.	FERMÉ.
Dette active	2	61	61	61 1/2
Dito dito	3	73 1/2	73 1/2	73 1/2
Dito en liquidation	3	—	—	—
Dito dito	4	94 1/2	95	95
Dito des Indes	4	—	94 1/2	—
Pays-Bas. Syndicat	4	—	—	—
Dito	3	—	89 1/2	90
Société de Commerce	4	175 1/2	176	176 1/2
Act. du lac de Harlem	5	—	—	—
Chemin de fer du Rhin	4	—	111 1/2	—
Act. du Chemin de fer Rotterdam	4	—	—	—
Oblig. Napoléon 1823 & 1825	5	—	106 1/2	107
Dito dito 1828 & 1829	5	105 1/2	105 1/2	—
Inscript. au Grand Livre	6	—	67 1/2	—
Russie. Certificats au div.	6	—	70	—
Dito inscriptions 1831 & 1833	5	—	97 1/2	—
Emprunt de 1840	4	—	90 1/2	—
Id. chez Stieglitz et Comp.	5	—	89 1/2	—
Passive	—	—	—	—
Dette différée à Paris	—	—	5 1/2	—
Espagne. Deferred	—	—	—	—
Ardoins	3	—	—	—
Dito	3	—	87 1/2	—
Coupons Ardoins	—	—	18 1/2	—
Obligations Goll. & Comp.	5	—	103 1/2	103 1/2
Autriche. Dito métalliques	5	—	109	—
Dito dito	2	—	—	—
France. Inscriptions au Grand-Livre	3	—	—	—
Pologne. Actions 1836	—	—	—	—
Id. Emprunt à Londres 1839	—	—	—	—
Id. id. 1843	—	—	84 1/2	84 1/2
Portugal. Obligations à Londres	3	49 1/2	49 1/2	50 1/2

Bourse de Paris du 28 Juin.

	Int.	COURS 28 juin.	OUVERT.	FERMÉ.
France. Cinq pour cent	—	—	120 60	—
Trois pour cent	—	—	82 95	—
Emprunt Ardoins	—	—	81 1/2	—
Espagne. Anc. différée	—	—	—	—
Nouv. dito	—	—	—	—
Passive	—	—	—	—
Naples. Certificats Falconet	—	—	103	—
Pays-Bas. Dette active	2 1/2	—	—	—
Dette active	5	—	—	—
Belgique. Dito	3	—	—	—
Banque belge	—	—	905	—
États-Unis. Obligations de la Banque	—	—	—	—

Bourse d'Anvers du 30 Juin.

Métalliques, 5% — Naples, 5% — Ard., 5% 19 1/2 A. — Dette différée ancienne, — Passive 5% — Lots de Hesse — Cours après la Bourse (2 1/2 heures). Ardoins 19 1/2.

Bourse de Vienne du 28 Juin.

Métalliques, 5% 11 1/2 — Lots de fl. 500, 154 1/2 — Lots de 250, 122 1/2 — Actions de la Banque 1578.

## PÉRIODE D'ÉTÉ.

### CHEMINS DE FER HOLLANDAIS ET RHÉNAN.

Heures de départ et d'arrivée de La Haye à Arnhem par Amsterdam et Utrecht.

Départ de LA HAYE.		Départ de HARLEM.		Arrivée à AMSTERDAM.		Départ d'AMSTERDAM.		Départ d'UTRECHT.		Arrivée à ARNHEM.	
h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.
7	—	8	33	9	3	6	40	7	50	9	30
9	45	11	17	11	47	10	10	11	20	1	—
12	45	2	3	2	30	4	35	5	45	7	25
4	15	5	46	6	16	8	—	9	19	10	50
7	45	9	17	9	47	—	—	—	—	—	—

Heures de départ et d'arrivée d'Arnhem à La Haye par Utrecht et Amsterdam.

Départ d'ARNHEM.		Départ d'UTRECHT.		Arrivée à AMSTERDAM.		Départ d'AMSTERDAM.		Départ de HARLEM.		Arrivée à LA HAYE.	
h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.	h.	m.
6	10	7	50	9	00	7	15	7	50	9	30
11	15	12	55	2	05	10	—	10	35	12	—
4	5	5	45	6	55	1	—	1	30	2	—
7	30	9	10	10	20	4	30	5	5	6	31
—	—	—	—	—	—	8	—	8	35	10	3

LA HAYE, chez Léopold Loebenbergh, Lage Nieuwstraat.  
Dépôt général à Amsterdam chez M. SCROONVELD et Fils; Benra teeg; et à Rotterdam, chez S. van Raven Swaen, Steenstraat.